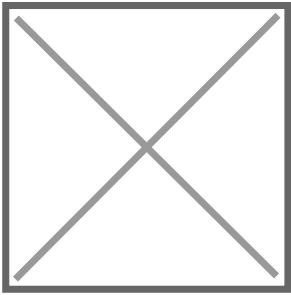


Un processus de paix qui protège Israël

Description

Un processus de paix qui protège Israël



Ben White
Al Jazeera

Le processus de paix sous l'égide américaine sert à protéger Israël contre ses plus importantes menaces : sa responsabilisation et une démocratisation.

Après une pause de trois années, Palestiniens et Israéliens reviennent à la table des négociations.

Reuters

Avec ces pourparlers de paix entre officiels israéliens et palestiniens qui reprennent une fois encore, de nombreux analystes avancent leurs raisons d'être ou prudemment optimistes ou sceptiques. Mais ce qui est incroyable, c'est que vingt ans après les Accords d'Oslo, beaucoup ne se sont toujours pas posés les questions les plus fondamentales à propos du paradigme du processus de paix officiel lui-même.

Parmi toutes les différentes raisons de douter que cette reprise des pourparlers aboutisse à un accord, une, cruciale, est que la position maximale d'Israël la plus fréquente au sein du courant politique dominant est indéfendable du point de vue du combat du peuple palestinien pour la libération et le retour.

Même en supposant un retrait des colonies de Cisjordanie, il resterait toujours Jérusalem qui est définie unilatéralement comme la « capitale unifiée » d'Israël, il resterait les réfugiés qui furent expulsés et qui sont interdits d'exercer leur droit au retour, et il resterait la définition d'Israël en tant qu'État juif proclamé. Ce dernier point est une mauvaise nouvelle pour les citoyens palestiniens d'Israël à savoir lesquels, demain, 1er août, organisent une « [Journée de la rage](#) » contre l'expulsion programmée de milliers de Bédouins dans le Néguev (le plan dit Plan Praver).

Compte tenu de tout cela, il se pourrait que le plus gros des risques n'est pas que ces négociations en cours « échouent », mais que, à leurs conditions actuelles, elles « réussissent ». Comme Edouard Saïd l'a écrit en 1998 :

« Plus important, un État clarifié sur les territoires autonomes diviserait définitivement la population palestinienne et sa cause, indéniablement. Les habitants de Jérusalem, aujourd'hui annexée par Israël, ne pourraient jouer aucun rôle, ni être, dans l'État. Un sort tout aussi immérité attendrait les citoyens palestiniens d'Israël, qui seraient tout autant exclus, tout comme les Palestiniens de la Diaspora, dont le droit théorique au retour serait pratiquement aboli. »

Ainsi, à la fois ceux qui sont un optimisme prudent et ceux qui dédaignent cette toute dernière reprise, ratent quelque chose. Le processus de paix officiel, dirigé par les États-Unis y compris sa solution cadre associée de deux États sert à protéger Israël de ce qu'il considère comme deux de ses menaces les plus graves : sa responsabilisation et une démocratisation.

Le processus de paix contrecarre sa responsabilisation parce qu'il vise à vaincre le droit international et les instances internationales en tant que moyens de résoudre le conflit. Les Nations-Unies ont leurs défauts, mais l'internationalisation de la question de la Palestine serait préférable à un traquenard préparé par le plus puissant allié d'Israël (et même dirigé par un ancien lobbyiste professionnel pro-Israël). En tant que négociatrice en chef pour Israël, Tzipi Livni arguait en 2011 « reprendre les négociations bloquerait les boules de neige qui déferlent sur nous, à l'ONU et ailleurs en général ».

À noter que lorsque l'Autorité palestinienne a mené des campagnes de reconnaissance sur la scène internationale, tels les organismes des Nations-Unies et associés, les officiels d'Israël et des États-Unis les ont repoussées sous l'accusation de « nuire » au processus de paix. Ainsi, sans surprise, l'AP a accepté d'abandonner toutes tentatives à sa portée auprès de la Cour internationale de Justice pendant la durée des négociations.

Le processus de paix, espère Israël, peut également contrarier ou affaiblir un autre risque de responsabilisation : celui de la campagne mondiale grandissante de boycott. À noter que lundi, avec les différentes parties convoquées à Washington DC, Shimon Peres a profité de l'occasion pour dire à l'Union européenne de faire marche arrière dans sa tentative, pourtant modeste, de cibler les profiteurs des colonies et de l'occupation. Comme un chroniqueur israélien l'a dit, ces pourparlers même s'ils échouent sont « *préférables à la campagne d'incitation actuelle, anti-Israël, menée dans les supermarchés à travers l'Europe* ».

Deuxièmement, le processus de paix protège Israël contre une véritable démocratisation, ou décolonisation. La solution à deux États, telle que conçue ici, est destinée à préserver

Israël en tant qu'État juif ethnocratique sur la plus grande partie de la Palestine historique. Mettre en place une fausse autorité - Ramallah pour sauver une démocratie imaginaire - Haïfa.

Ceci est explicitement exprimé par un certain nombre de parties, dont Livni qui en juin déclarait que « la seule façon de préserver Israël - c'est-à-dire en tant qu'État juif -, c'est par le processus politique ». C'est pourquoi plus de 120 personnalités juives américaines de premier plan ont récemment critiqué Netanyahu en l'exhortant à poursuivre une solution négociée pour deux États afin de neutraliser - selon les termes du Premier ministre israélien lui-même - la menace d'un « État binational ».

Certains ont prétendu que n'importe quelles négociations valaient mieux que rien du tout, puisque les deux camps finiront par s'asseoir et trouver une solution. Mais c'est la fois un truisme simpliste et évidemment qu'il y aura quelque chose comme des pourparlers un moment ou un autre aussi bien que trahir une mauvaise compréhension des relations de pouvoir concernées.

Il n'existe aucune bonne raison de se réjouir de pourparlers si gravement biaisés en faveur d'une partie lesquels, indépendamment de leur issue, protègent Israël pour qu'il n'ait aucun compte à rendre sur ses orientations politiques d'apartheid continues. Il existe d'autres options pour aller de l'avant. Plus vite elles seront prises en compte, plus vite le cadre colonial basé sur les « compromis » du puissant pourra être remplacé par un processus de paix digne de ce nom.

Lire aussi notamment :

- [Un processus de paix « vital » pour Israël ?](#) Alain Gresh - Le Monde diplomatique
- [Kerry s'est servi de la Ligue arabe pour faire plier les Palestiniens](#) - Nicola Nasser - The Palestine Chronicle

JPEG - 2.7 ko

Ben White est journaliste indépendant, écrivain et militant, spécialiste Palestine/Israël. Il est diplômé de l'université de Cambridge.

Suivre sur Twitter : [@benabyad](#)

31 juillet 2013 - [Al Jazeera](#) - traduction : Info-Palestine/JPP

<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13808>

date créée
2013/08/05